



## Un avenir prometteur pour un Québec souverain



Au moment de lancer le Grand Chantier de la « Saison des idées » du Parti Québécois, j'ai mentionné qu'il fallait recentrer le discours sur la souveraineté en traçant plus concrètement les contours du pays du Québec, notamment en indiquant

de quelle manière son avènement servirait mieux les intérêts des Québécoises et des Québécois et répondrait davantage à leurs besoins et à leurs préoccupations.

Notre défi est de faire en sorte qu'une majorité de Québécoises et de Québécois jugent que la souveraineté est plus que jamais nécessaire pour le plein essor du Québec. De nouveaux arguments s'ajoutent à tous ceux que nous connaissons si bien. Un Québec souverain viable et surtout rentable sur le plan de ses finances publiques est, à mon avis, un argument de poids qui permet de mettre en relief la modernité, sinon l'urgence, du projet souverainiste.

Le résultat de l'étude réalisée par François Legault constitue une remarquable contribution à la cause de la souveraineté. Cette étude répond à une préoccupation de faire avancer le débat sur la situation des finances du Québec dans le contexte actuel. L'avenir est prometteur pour un Québec souverain et notre capacité à l'assumer collectivement apparaît plus clairement que jamais.

**Bernard Landry**

Député de Verchères  
et chef de l'opposition officielle



## Pour un projet de pays crédible et emballant



La souveraineté du Québec est un projet emballant qui doit être présenté clairement, honnêtement et sans détour à la population. Cela suppose notamment que la situation financière d'un Québec souverain fasse l'objet d'un examen sans complaisance.

La présente étude, menée par un groupe de travail que j'ai dirigé, en arrive à des résultats clairs et nets. Alors que la situation financière de la province de Québec restera très précaire et forcera les gouvernements qui la dirigent à faire d'importantes compressions budgétaires qui affecteront la qualité des services publics, un Québec souverain disposera au contraire d'une importante marge de manœuvre financière qu'il pourra utiliser notamment pour faire de l'éducation une véritable priorité, maintenir la qualité des soins de santé, mieux protéger son environnement et réduire sa dette.

Le gain premier de la souveraineté est celui de faire ses propres choix. Cette étude montre que la souveraineté offrira non seulement aux Québécoises et aux Québécois la liberté de déterminer leurs priorités, mais qu'elle leur procurera aussi les moyens de se donner un projet de pays à la hauteur de leurs aspirations.

**François Legault**

Député de Rousseau  
et porte-parole de l'opposition officielle  
en matière de développement économique  
et de finances



## Les trois volets de l'étude

- La présente étude sur les finances publiques d'un Québec souverain évalue :

### 1. Les finances du Québec comme province

- la croissance des revenus et dépenses du gouvernement du Québec dans le cadre actuel.

### 2. Les revenus récupérés d'Ottawa et les nouvelles dépenses assumées par un Québec souverain

- de plus, l'étude évalue les économies découlant de l'élimination des chevauchements entre les dépenses budgétaires de Québec et celles d'Ottawa à la suite de la fusion de programmes des différents ministères.

### 3. Les finances publiques d'un Québec souverain

- en consolidant les prévisions budgétaires de la province de Québec avec celles des revenus fédéraux perçus au Québec et des dépenses fédérales à être assumées par le Québec.

## Faits saillants

- Sur un horizon de cinq ans, les gains financiers de la souveraineté du Québec s'élèvent à 17,1 milliards \$.

- Ces gains permettront au gouvernement du Québec :

- de maintenir la qualité actuelle des services à la population et d'éviter des compressions anticipées d'environ 3,3 milliards \$ dans les perspectives financières de la province de Québec.

- De plus, ces gains permettront au Québec de disposer d'une marge de manoeuvre de 13,8 milliards \$ pour investir dans ses priorités, entre autres, dans l'amélioration des services en éducation et en santé.



## Méthodologie de l'étude

- L'objectif de la présente étude est d'évaluer quel sera l'état des finances publiques advenant la souveraineté du Québec.
- Pour ce faire, une mise à jour de l'*Analyse pro forma des finances publiques dans l'hypothèse de la souveraineté du Québec*, effectuée par le Secrétariat de la Commission Bélanger-Campeau en 1991, a été réalisée.
- Cette étude a été préparée en supposant qu'un Québec souverain assumerait les mêmes programmes et services que le gouvernement fédéral offre actuellement aux Québécoises et aux Québécois.

## Validation de l'étude

- Les hypothèses de travail de cette étude ont été examinées et validées par cinq experts en finances et en économie:
  - **Charles A. Carrier**  
Charles A. Carrier est professeur retraité de l'Université Laval où il a enseigné l'économie de 1968 à 2001, après ses études doctorales à l'Université Harvard. Il est membre actif de l'Association des économistes québécois.
  - **Alain Guay**  
Détenteur d'une maîtrise et d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Montréal, M. Guay est actuellement professeur titulaire au Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal.
  - **Nicolas Marceau**  
Détenteur d'un doctorat en économie de l'Université Queen's et d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal, M. Marceau est actuellement professeur titulaire au Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal. Il a été membre de la Commission sur le déséquilibre fiscal.
  - **Stéphane Saintonge**  
Détenteur d'une maîtrise en fiscalité de l'Université de Sherbrooke et d'un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal, M. Saintonge est président de SGS International Financial Holding Corporation. Il a été membre de la Commission sur le déséquilibre fiscal.
  - **Marc Van Audenrode**  
Détenteur d'un doctorat en économie de l'Université Berkeley de Californie, M. Van Audenrode est professeur titulaire au Département d'économie de l'Université Laval, département qu'il a dirigé de 1998 à 2002.

## Problèmes à Québec

### Comme province, nous devons choisir entre compressions ou déficits

- Le Québec comme province ne pourra maintenir la qualité actuelle des services à la population.
- Deux raisons majeures contribuent aux difficultés financières du Québec :
  - croissance insuffisante des transferts fédéraux;
  - croissance importante des coûts en santé.
- La croissance des revenus du gouvernement du Québec ne permet pas de couvrir la croissance minimale des coûts des services à la population offerts par les ministères et les réseaux.

■ Le gouvernement du Québec n'a aucune marge de manœuvre pour effectuer, entre autres, le rattrapage et le développement nécessaires en santé et en éducation.

■ Les perspectives de revenus et de dépenses de la province de Québec laissent entrevoir des compressions ou un déficit accumulé de 3,3 milliards \$ au cours des cinq prochaines années.

• Comme province, nous devons choisir entre coupures ou déficits.

• Est-ce là le Québec que nous voulons laisser à nos enfants ?

## Finances de la province de Québec

Millions \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Croissance moyenne annuelle
Revenus autonomes	45 795	46 829	48 894	51 050	53 302	3,9 %
Transferts fédéraux	9 607	9 856	10 173	10 469	10 706	2,7 %
<b>Total des revenus</b>	55 402	56 685	59 067	61 519	64 008	3,7 %
Dépenses en santé	20 862	21 905	23 000	24 150	25 358	5,0 %
Dépenses en éducation	12 202	12 605	13 021	13 450	13 894	3,3 %
Autres dépenses de programmes	15 343	15 803	16 277	16 766	17 269	3,0 %
Service de la dette	6 995	7 309	7 617	7 932	8 253	4,2 %
<b>Total des dépenses</b>	55 402	57 622	59 915	62 298	64 774	4,0 %
<b>Écart à combler</b>	<b>0</b>	<b>-937</b>	<b>-848</b>	<b>-779</b>	<b>-766</b>	<b>TOTAL -3 330</b>

## Surplus à Ottawa

### Pendant ce temps, Ottawa engrange les surplus

- Pendant que le gouvernement du Québec multipliait les efforts pour se sortir d'un cycle de déficits budgétaires, le gouvernement fédéral amorçait plutôt une période marquée par l'accumulation d'importants surplus budgétaires.
- Depuis sept ans (1997-1998 à 2003-2004), Ottawa a réalisé des surplus totalisant 61,3 milliards \$, et ce, tout en continuant de s'ingérer massivement dans les champs de compétence du Québec et des provinces.

### Surplus budgétaires du gouvernement fédéral

Années	Prévisions	Résultats
	Milliards \$	Milliards \$
1997-1998	-17	2,1
1998-1999	0	2,8
1999-2000	0	13,1
2000-2001	0	20,2
2001-2002	0	7,0
2002-2003	0	7,0
2003-2004	0	9,1
<b>Total</b>	<b>-17</b>	<b>61,3</b>

## Un surplus de 9,1 milliards \$ en 2003-2004

- Seulement en 2003-2004, le gouvernement fédéral a enregistré un surplus de 9,1 milliards \$, alors qu'il n'en prévoyait aucun.
- Le gouvernement fédéral continue à sous-évaluer systématiquement sa marge de manœuvre au moment où plusieurs administrations provinciales sont plongées dans des déficits d'opération ou font face à un sous-financement des services de base à la population.
- De 2004-2005 à 2009-2010, le gouvernement fédéral prévoit 75,7 milliards \$ de nouvelles dépenses, en plus d'affecter 31,5 milliards \$ dans des réserves de prudence. On parle donc d'une marge de manœuvre de 107,2 milliards \$ sur six ans.

### Revenus et dépenses nets du gouvernement fédéral 2003-2004

	Canada 2003-2004 Milliards \$
<b>Revenus totaux</b>	<b>185,7</b>
<b>Transferts aux provinces</b>	<b>33,4</b>
<b>Sécurité de la vieillesse</b>	<b>26,9</b>
<b>Assurance-emploi</b>	<b>15,1</b>
<b>Autres charges de programmes</b>	<b>65,4</b>
<b>Frais de la dette</b>	<b>35,8</b>
<b>Charges totales</b>	<b>176,6</b>
<b>Surplus</b>	<b>9,1</b>

## Récupérer notre part des revenus et des dépenses du fédéral

- Quelles sont les parts québécoises des revenus et dépenses du gouvernement fédéral ?
- À partir des Comptes publics 2003-2004 du gouvernement fédéral, nous avons estimé les revenus et dépenses du gouvernement fédéral pour le présent exercice financier (2005-2006).
  - Pour ce faire, nous avons utilisé les prévisions du Budget fédéral 2005 ainsi que celles de la revue financière de janvier 2005.

### Part du Québec des revenus et dépenses du fédéral

	2005-2006 Milliards \$
<b>Revenus</b>	<b>41,2</b>
Transferts fédéraux	—
Revenus nets	—
Sécurité de la vieillesse	—
Assurance-emploi	—
Autres charges de programmes	—
Économies	—
Frais de la dette	—
Charges totales	—
<b>Gain</b>	<b>—</b>

## Nous versons annuellement 41 milliards \$ en taxes et impôts au fédéral

- En 2005-2006, le fédéral empochera 41,2 milliards \$ en taxes et impôts des Québécoises et des Québécois, soit 20%\* de ses revenus.

\* L'impôt payé par les Québécoises et les Québécois au gouvernement fédéral est réduit de 16,5 % en contrepartie de responsabilités transférées du gouvernement fédéral au gouvernement du Québec.

### Revenus récupérés 2005-2006

	Canada 2003-04 Milliards \$	Québec 2003-04 Milliards \$	%
Impôt des particuliers	88,0	16,1	18,3
Impôt des sociétés	27,4	6,2	22,6
TPS et autres taxes	41,4	9,0	21,7
Assurance-emploi	17,5	4,2	23,8
Revenus de placement	6,9	0,7	10,3
Autres revenus	4,5	0,9	20,0
<b>TOTAL</b>	<b>185,7</b>	<b>37,1</b>	<b>20,0</b>
<b>Ajustement 2005-2006</b>		<b>41,2</b>	

## Un Québec souverain ne recevra plus de transferts fédéraux...

- En accédant à la souveraineté, le Québec renoncera aux transferts provenant du gouvernement fédéral.
- Ainsi, en 2005-2006, un Québec souverain ne recevra plus de transferts fédéraux de l'ordre de 9,6 milliards \$.

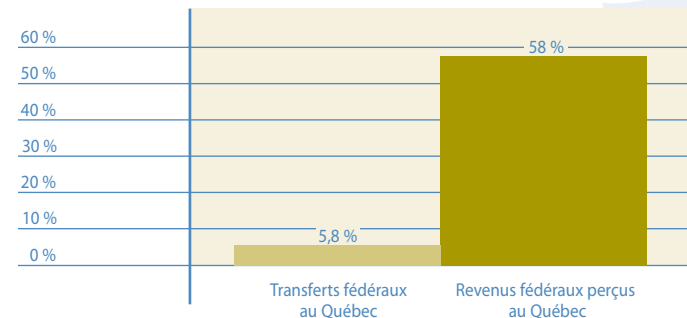
### Part du Québec des revenus et dépenses du fédéral

	2005-2006 Milliards \$
Revenus	41,2
Transferts fédéraux	(9,6)
Revenus nets	31,6
Sécurité de la vieillesse	—
Assurance-emploi	—
Autres charges de programmes	—
Économies	—
Frais de la dette	—
Charges totales	—
Gain	—

## ...transferts qui augmentent très lentement

- Entre 1993-1994 et 2003-2004, les revenus du gouvernement fédéral perçus au Québec ont augmenté de 58 % alors que les transferts fédéraux au Québec ont augmenté de seulement 5,8 %.

### Évolution des transferts fédéraux au Québec et des revenus fédéraux perçus au Québec entre 1993-1994 et 2003-2004



## Un Québec souverain assumera les prestations de la sécurité de la vieillesse ainsi que celles de l'assurance-emploi

■ Certaines personnes croient qu'en choisissant la souveraineté, elles perdraient leur allocation pour la vieillesse ou celle d'assurance-emploi : c'est totalement faux! Dans un Québec souverain, ces mêmes prestations seront versées aux individus par le gouvernement du Québec.

■ Avec des revenus additionnels de 41,2 milliards \$ annuellement, le Québec assumera entièrement les prestations pour aînés (7,9 milliards \$) et celles de l'assurance-emploi (4,5 milliards \$) actuellement versées par le fédéral.

### Part du Québec des revenus et dépenses du fédéral

	2005-2006 Milliards \$
Revenus	41,2
Transferts fédéraux	(9,6)
Revenus nets	31,6
Sécurité de la vieillesse	7,9
Assurance-emploi	4,5
Autres charges de programmes	—
Économies	—
Frais de la dette	—
Charges totales	—
Gain	—

	Total Canada		Part du Québec	
	2003-2004 Milliards \$	%	2003-2004 Milliards \$	Ajustement 2005-2006 Milliards \$
Nous assumerons :				
Sécurité de la vieillesse	26,9	27,2	7,3	7,9
Assurance-emploi	15,1	29,0	4,3	4,5

## Un Québec souverain pourra assumer sa part des dépenses de programmes du fédéral

- Un Québec souverain pourra assumer les mêmes programmes et services que le gouvernement fédéral offre actuellement aux Québécoises et aux Québécois.
- Ainsi, un Québec souverain devrait assumer des dépenses de programmes de 12,5 milliards \$ en 2005-2006.
- Les dépenses de programmes représentent le plus important poste budgétaire des dépenses du gouvernement fédéral, soit près de 40 %.

### Part du Québec des revenus et dépenses du fédéral

	2005-2006 Milliards \$
Revenus	41,2
Transferts fédéraux	(9,6)
Revenus nets	31,6
Sécurité de la vieillesse	7,9
Assurance-emploi	4,5
<b>Autres charges de programmes</b>	<b>12,5</b>
Économies	—
Frais de la dette	—
Charges totales	—
Gain	—

■ Alors que le Québec représente 23,6 % de la population et qu'il génère 20,7 % du PIB canadien, le gouvernement fédéral n'effectue que 17,4 % de ses dépenses de programmes au Québec.

■ Le gouvernement fédéral choisit donc d'investir dans des programmes qui ne correspondent pas aux priorités des Québécoises et des Québécois.

### Dépenses de programmes du fédéral

	Canada 2003-2004	Part du Québec 2003-2004	
	Milliards \$	Milliards \$	%
Affaires étrangères	4,6	1,0	21,3
Affaires indiennes et du Nord	5,5	0,5	9,1
Agriculture	5,2	0,5	9,0
Anciens Combattants	2,6	0,3	12,9
Défense	13,2	1,9	14,4
Douanes et revenu	4,0	0,9	23,8
Industrie	5,0	1,4	28,5
Patrimoine Canada	3,2	0,9	28,3
Pêches et Océans	1,4	0,1	6,7
Ressources naturelles	1,5	0,2	13,8
Santé	4,8	1,0	19,9
Solliciteur général	3,9	0,7	17,1
Autres	10,5	2,0	18,9
<b>TOTAL</b>	<b>65,4</b>	<b>11,4</b>	<b>17,4</b>
<b>Ajustement pour 2005-2006</b>		<b>12,5</b>	

## La souveraineté mettra fin aux nombreux dédoublements

- Les dédoublements de ministères entraînent nécessairement des coûts. À l'exception des ministères de la Défense et des Anciens Combattants, tous les ministères fédéraux dédoublent ceux du gouvernement du Québec.
- Chacun des programmes a été analysé. Les chevauchements couvrent essentiellement les dépenses administratives. Tous les services directs à la population seront maintenus et tous les fonctionnaires québécois à l'emploi du gouvernement fédéral pourront intégrer la fonction publique québécoise.
- Déjà en 1994-1995, l'étude la plus exhaustive jamais réalisée sur les dédoublements entrevoyait des économies de 2,7 milliards \$. Depuis, les dépenses fédérales ont augmenté de 34,5 %.

### Part du Québec des revenus et dépenses du fédéral

	2005-2006 Milliards \$
Revenus	41,2
Transferts fédéraux	(9,6)
<b>Revenus nets</b>	<b>31,6</b>
Sécurité de la vieillesse	7,9
Assurance-emploi	4,5
Autres charges de programmes	12,5
<b>Économies</b>	<b>(0,9)</b>
Frais de la dette	—
<b>Charges totales</b>	<b>—</b>
<b>Gain</b>	<b>—</b>

Exemples de quelques ministères et organismes pour lesquels nous payons en double

Québec	Canada
Ministère du Revenu	Agence des douanes et du revenu
Conseil du trésor	Conseil du trésor
Conseil exécutif	Conseil privé
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Santé Canada
Ministère des Ressources naturelles	Ministère des Ressources naturelles
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Ministère des Finances	Ministère des Finances

- De manière conservatrice, la présente étude estime que l'élimination des chevauchements permettra des économies annuelles et récurrentes de 2,7 milliards \$. Ce plein montant d'économies sera atteint en trois ans, soit 0,9 milliard \$ la première année, 1,8 milliard \$ la deuxième et 2,7 milliards \$ la troisième.

### Élimination des chevauchements

(sans diminution des services à la population)

	Millions \$
Agence des douanes et du revenu	745
Appareil central de l'État	277
Santé	255
Services gouvernementaux	228
Affaires internationales, Commerce et Immigration	225
Sécurité publique	128
Autres	809
<b>Total</b>	<b>2 667</b>

## Un Québec souverain assumera sa juste part de la dette fédérale

- Le calcul de notre part de la dette fédérale doit tenir compte des trois éléments suivants :
  - notre part des actifs
  - notre part du déficit accumulé
  - et notre part des comptes de retraite (sommes dues pour les retraites des fonctionnaires fédéraux).

### Part du Québec des revenus et dépenses du fédéral

	2005-2006 Milliards \$
Revenus	41,2
Transferts fédéraux	(9,6)
<b>Revenus nets</b>	<b>31,6</b>
Sécurité de la vieillesse	7,9
Assurance-emploi	4,5
Autres charges de programmes	12,5
Économies	(0,9)
<b>Frais de la dette</b>	<b>6,3</b>
<b>Charges totales</b>	<b>—</b>
<b>Gain</b>	<b>—</b>

- Un Québec souverain assumera sa part des actifs fédéraux situés en sol québécois qui est de 15,3 %. Ainsi, il récupèrera 32,6 milliards \$ d'actifs fédéraux.
- Il assumera également 21,2 % du déficit accumulé du gouvernement fédéral, selon la part des revenus que celui-ci perçoit au Québec (avant l'abattement spécial).
  - Au total, un Québec souverain sera responsable de 19 % de la dette fédérale (excluant les comptes de retraite).
- De plus, il sera responsable de 16 % des régimes de retraite des employés fédéraux, selon le nombre de ces employés résidant au Québec.
- Par conséquent, un Québec souverain devra assumer un service de la dette additionnel de l'ordre de 6,3 milliards \$ en 2005-2006.

### Part québécoise de la dette et du service de la dette du gouvernement fédéral

	Canada 2003-2004		Part du Québec 2003-2004	
	Milliards \$	%	Milliards \$	Service de la dette Milliards \$
Actifs	213,5	15,3	32,6	
Déficit accumulé	306,9	21,2	66,0	
<b>Dette totale et autres passifs</b>	<b>520,4</b>	<b>19,0</b>	<b>98,6</b>	<b>4,4</b>
<b>Comptes de retraite</b>	<b>173,1</b>	<b>16,0</b>	<b>27,7</b>	<b>2,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>693,5</b>	<b>18,2</b>	<b>126,3</b>	<b>6,4</b>
<b>Ajustement 2005-2006</b>				<b>6,3</b>

## Horizon de cinq ans

### Effet des revenus récupérés et des nouvelles dépenses assumées : gain de 17,1 milliards \$

- Les revenus récupérés par un Québec souverain sont plus importants et croissent plus rapidement que les nouvelles dépenses assumées.
- Un Québec souverain permettra de dégager un gain financier de 1,3 milliard \$ en 2005-2006 et de 3,7 milliards \$ la troisième année, lorsque les économies dégagées par l'élimination des coûts des chevauchements auront pris leur plein effet.

- Sur un horizon de cinq ans, les gains financiers d'un Québec souverain s'éleveront à 17,1 milliards \$.
- Ces gains financiers permettront au gouvernement du Québec de maintenir la qualité actuelle des services à la population et d'éviter des compressions anticipées d'environ 3,3 milliards \$ dans les perspectives financières de la province de Québec.
- De plus, ces gains permettront de dégager une marge de manœuvre de 13,8 milliards \$ qui pourra être utilisée, notamment en éducation et en santé.

### Effet des revenus récupérés et des nouvelles dépenses assumées

Millions \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Croissance annuelle moyenne %
Revenus récupérés	41 180	42 875	44 825	46 866	49 000	4,4 %
Transferts fédéraux	-9 607	-9 856	-10 173	-10 469	-10 706	2,7 %
<b>Revenus récupérés nets</b>	<b>31 573</b>	<b>33 019</b>	<b>34 652</b>	<b>36 397</b>	<b>38 294</b>	<b>4,9 %</b>
Sécurité de la vieillesse	7 887	8 265	8 662	9 017	9 414	4,5 %
Assurance-emploi	4 465	4 617	4 788	4 984	5 178	3,8 %
Dépenses de programmes	12 529	13 131	13 695	14 214	14 652	4,0 %
Économies	-889	-1 778	-2 667	-2 667	-2 667	
Service de la dette récupérée	6 257	6 344	6 483	6 432	6 451	0,8 %
<b>Total des nouvelles dépenses</b>	<b>30 249</b>	<b>30 579</b>	<b>30 961</b>	<b>31 980</b>	<b>33 028</b>	<b>2,2 %</b>
<b>Gain</b>	<b>1 324</b>	<b>2 440</b>	<b>3 691</b>	<b>4 417</b>	<b>5 266</b>	<b>TOTAL 17 138</b>

## Horizon de cinq ans

# Les finances d'un Québec souverain : marge de manoeuvre de 13,8 milliards \$

- En consolidant les résultats de la province de Québec et les gains de la souveraineté, on obtient la marge de manoeuvre d'un Québec souverain.

	Milliards \$
Province de Québec	-3,3
Gains financiers de la souveraineté	17,1
<b>Marge de manoeuvre due à la souveraineté</b>	<b>13,8</b>

- Sur un horizon de cinq ans, un Québec souverain dégagera une marge de manoeuvre de 13,8 milliards \$ qui pourra notamment être investie dans l'amélioration des services en éducation et en santé.
- Les revenus d'un Québec souverain atteindront plus de 100 milliards \$ au cours de la cinquième année.

Millions \$	2005- 2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	
Revenus actuels	45 795	46 829	48 894	51 050	53 302	
Revenus récupérés	41 180	42 875	44 825	46 866	49 000	
<b>Revenus totaux</b>	<b>86 975</b>	<b>89 704</b>	<b>93 719</b>	<b>97 916</b>	<b>102 302</b>	
Dépenses en santé	20 862	21 905	23 000	24 150	25 358	
Dépenses en éducation	12 202	12 605	13 021	13 450	13 894	
Sécurité de la vieillesse	7 887	8 265	8 662	9 017	9 414	
Assurance-emploi	4 465	4 617	4 788	4 984	5 178	
Autres dépenses de programmes	26 983	27 156	27 305	28 313	29 254	
Service de la dette	13 252	13 653	14 100	14 364	14 704	
<b>Total des dépenses</b>	<b>85 651</b>	<b>88 201</b>	<b>90 876</b>	<b>94 278</b>	<b>97 802</b>	
<b>Marge de manoeuvre</b>	<b>1 324</b>	<b>1 503</b>	<b>2 843</b>	<b>3 638</b>	<b>4 500</b>	<b>TOTAL 13 808</b>

Note : aucun choix budgétaire n'a été fait à même la marge de manoeuvre

Gain de la souveraineté  
sur un horizon de cinq ans :  
17,1 milliards \$

Marge de manoeuvre  
due à la souveraineté

**13,8**  
milliards \$

Compressions ou  
déficits évités de la  
province de Québec

**3,3**  
milliards \$



Gain de la  
souveraineté :  
**17,1**  
milliards \$